

Unité Départementale de la Loire-Atlantique  
5 Rue Françoise Giroud  
CS 16326  
44036 NANTES

Nantes, le 03/08/2023

## **Rapport de l'Inspection des installations classées**

Visite d'inspection du 26/07/2023

### **Contexte et constats**

Publié sur  **GÉORISQUES**

#### **FONDERIE LEMER**

3 RUE DE L'EUROPE  
44470 Carquefou

Références : N5-2023-821  
Code AIOT : 0006304933

#### **1) Contexte**

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 26/07/2023 dans l'établissement FONDERIE LEMER implanté ZI LA NOE BACHERON 44430 Le Loroux-Bottreau. L'inspection a été annoncée le 19/06/2023. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

La visite se déroule dans le cadre du respect du Programme Pluriannuel de Contrôle (PPC). Une action nationale relative aux rejets atmosphériques dans les sites soumis à autorisation y est menée.

#### **Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :**

- FONDERIE LEMER
- ZI LA NOE BACHERON 44430 Le Loroux-Bottreau
- Code AIOT : 0006304933
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Oui

Etablissement fabriquant des éléments en plomb, notamment des quilles destinées au nautisme. Une activité de stockage et gestion de déchets radioactifs de faible activité est envisagée.

#### **Les thèmes de visite retenus sont les suivants :**

- Situation administrative

- Rejets atmosphériques
- Gestion des déchets
- Risque incendie
- Eaux souterraines

## **2) Constats**

### **2-1) Introduction**

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
  - le constat établi par l'inspection des installations classées ;
  - les observations éventuelles ;
  - le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
  - le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension,...

Il existe trois types de suites :

- « avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives. Dans certains cas, des prescriptions complémentaires peuvent aussi être proposées ;
- « susceptible de suites administratives » : lorsqu'il n'est pas possible en fin d'inspection de statuer sur la conformité, ou pour des faits n'engageant pas la sécurité et dont le retour à la conformité peut être rapide, l'exploitant doit transmettre à l'inspection des installations classées dans un délai court les justificatifs de conformité. Dans le cas contraire, il pourra être proposé à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives ;
- « sans suite administrative ».

### **2-2) Bilan synthétique des fiches de constats**

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

**Les fiches de constats suivantes sont susceptibles de faire l'objet de propositions de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
1	Registre des déchets sortants – Constat visite précédente	Arrêté Ministériel du 29/02/2012, article 2	/	Sans objet
3	Plan des réseaux – Constat visite précédente	Arrêté Préfectoral du 17/07/2008, article 4.2.2	/	Sans objet
4	Stockages – Constat visite précédente	Arrêté Préfectoral du 17/07/2008, article 4.5	/	Sans objet
5	Stockage des produits dangereux – Constat visite précédente	Arrêté Préfectoral du 17/07/2008, article 8.4.4	/	Sans objet
7	Situation administrative – Constat visite précédente	Arrêté Préfectoral du 17/07/2008, article 1.2.1	/	Sans objet
9	Surveillance environnementale – Constat visite précédente	Arrêté Préfectoral du 17/07/2008, article 5.1	/	Sans objet
11	Rejets atmosphériques – Constat visite précédente	Arrêté Préfectoral du 17/07/2008, article 3.3	/	Sans objet
13	Point de rejet atmosphérique	Arrêté Préfectoral du 17/07/2008, article 3.2.2.2	/	Sans objet

**Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
2	Tri 5 flux des déchets – Constat visite précédente	Code de l'environnement, article D. 543-281	/	Sans objet
6	Garanties financières – Constat visite précédente	Arrêté Ministériel du 31/05/2012, article 6	/	Sans objet
8	Eaux souterraines – Constat visite précédente	Arrêté Préfectoral du 17/07/2008, article 2.1.1	/	Sans objet

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
10	Produits dangereux – Constat visite précédente	Arrêté Préfectoral du 17/07/2008, article 8.2.1	/	Sans objet
12	Captation et canalisation des émissions	Arrêté Ministériel du 02/02/1998, article 4	/	Sans objet
14	Surveillance des indisponibilités	Arrêté Ministériel du 02/02/1998, article 19	/	Sans objet
15	Agrément du laboratoire	Arrêté Ministériel du 11/03/2010, Annexe I	/	Sans objet

### 2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

L'inspection des installations classées a constaté, au cours de ce contrôle, des non-conformités pour lesquelles l'exploitant devra justifier de mesures correctives. L'exploitant fera part de l'ensemble de ses propositions d'actions correctives sous 1 mois accompagnées d'un échéancier de mise en oeuvre.

### 2-4) Fiches de constats

**N°1 : Registre des déchets sortants – Constat visite précédente**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 29/02/2012, article 2
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Registre des déchets
<p><b>Prescription contrôlée :</b> Lors de la visite, l'exploitant a présenté le registre des déchets sortants du site. Celui-ci ne prend en compte que les déchets dangereux.</p> <p>Il a été rappelé l'obligation de mettre en place un tel registre pour l'ensemble des déchets du site (y compris les déchets non dangereux et les déchets inertes). Les informations devant être renseignées dans ce registre figurent à l'article 2 de l'AM du 29/02/2012.</p> <p>L'exploitant doit mettre en place un registre des déchets sortants précisant les informations figurant à l'article 2 de l'AM du 29/02/2012 pour l'ensemble des déchets du site.</p> <p>Pour les déchets dangereux, il se procurera l'ensemble des certificats d'admission préalable délivrés par les exploitants des installations d'élimination.</p> <p><b>Constats :</b> Dans son courrier en réponse du 16 décembre 2020, l'exploitant indiquait que le registre était en cours de modification, celle-ci serait effective pour mars 2021.</p> <p>Dans les documents transmis le 04 octobre 2021 figure le registre des déchets sortants, tenu dans un fichier excel, comprenant l'ensemble des déchets sortants (dangereux et non-dangereux).</p> <p>Le jour de l'inspection, l'exploitant a annoncé avoir basculé sur la plate-forme "Trackdéchets" depuis juin 2022. Seules les attestations de valorisation sont conservées au format papier.</p> <p>→ <b>L'exploitant transmet des éléments justifiant du maintien de la tenue d'un registre permettant la traçabilité de l'ensemble des déchets produits sur le site (dangereux et non-dangereux).</b></p>
<b>Type de suites proposées :</b> Susceptible de suites
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet

**N°2 : Tri 5 flux des déchets – Constat visite précédente**

<b>Référence réglementaire :</b> Code de l'environnement, article D. 543-281
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Tri des déchets
<p><b>Prescription contrôlée :</b> L'exploitant a précisé que les bennes spécifiques pour la récupération des déchets de bois, de ferraille, de carton et de plastique étaient mises en place par les sociétés sous-traitantes à la demande.</p> <p>Cependant, lors de la visite, il a été constaté la présence dans la benne « tout-venant », d'une quantité significative de déchets de plastique et de carton.</p> <p>L'exploitant doit mettre en place un tri à la source des déchets de papier / carton, de métal, de plastique, de verre et de bois. Il précisera les dispositions prises en ce sens.</p> <p><b>Constats :</b> Dans son courrier en réponse du 16 décembre 2020, l'exploitant indiquait avoir sélectionné le prestataire pour améliorer le tri des déchets.</p> <p>Dans son courrier du 04 octobre 2021, l'exploitant a joint les contrats passés avec les sociétés Solution Recyclage et Brangeon pour la mise en place du tri des déchets.</p> <p>Le jour de l'inspection, il a été constaté la présence de bennes spécifiques pour le tri des déchets.</p>
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet

### N°3 : Plan des réseaux – Constat visite précédente

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 17/07/2008, article 4.2.2
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Plan des réseaux
<b>Prescription contrôlée :</b> Lors de la visite, l'exploitant n'a pas été en mesure de présenter un plan des réseaux du site.  L'exploitant doit établir un plan des réseaux du site faisant notamment apparaître les points listés à l'article 4.2.2 de l'AP du 17/07/2008.
<b>Constats :</b> Dans son courrier en réponse du 04 octobre 2021, l'exploitant a transmis un "plan d'exécution" daté du 29 avril 2008.  Le plan fourni ne renvoie pas l'ensemble des informations visées à l'article 4.2.2 de l'arrêté préfectoral d'autorisation du 17/07/2008, et notamment : <ul style="list-style-type: none"><li>- Absence des réseaux de distribution d'eau potable, ainsi que leur origine ;</li><li>- Absence des dispositifs de protection de l'alimentation en eau potable ;</li></ul> Par ailleurs, le document fourni laisse apparaître beaucoup d'informations, notamment un "bâtiment projeté", ce qui n'améliore pas sa lisibilité.  → <b>L'exploitant fait réaliser un plan des réseaux à jour, lequel comprend l'ensemble des informations visées par l'article 4.2.2 de l'arrêté préfectoral d'autorisation du 17/07/2008.</b>
<b>Type de suites proposées :</b> Susceptible de suites
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet

### N°4 : Stockages – Constat visite précédente

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 17/07/2008, article 4.5
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Stockage des matières en plomb
<b>Prescription contrôlée :</b> Lors de la visite, il a été constaté le stockage des matières premières (lingots de plomb) et de produits finis (quilles de bateau) à l'extérieur.  Le bâtiment actuel étant de taille modeste, le stockage de l'ensemble de ces matières sous abri semble difficile.  L'exploitant doit lancer une réflexion pour pouvoir stocker, dans les conditions fixées à l'article 4.5 de l'AP du 17/07/2008, l'ensemble des matières à base de plomb.
<b>Constats :</b> Dans son plan d'actions transmis le 04 octobre 2021, l'exploitant indiquait qu'un projet d'agrandissement du bâtiment présent sur le site était envisagé, notamment pour permettre le stockage sous abri des matières premières et des produits finis.  Le jour de l'inspection, l'exploitant a indiqué que la demande de financement serait déposée en septembre 2023 pour la construction du bâtiment.  Si la réponse s'avère négative de la part des banques, un appentis sera tout de même réalisé pour assurer le stockage des produits finis et matières premières à l'abri des intempéries.  → <b>L'exploitant informe l'inspection des installations classées du résultat de la demande de financement dès qu'il en connaît la réponse. L'inspection des installations classées rappelle à l'exploitant que le projet doit faire l'objet d'un Porter à Connaissance avant toute réalisation.</b>
<b>Type de suites proposées :</b> Susceptible de suites
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet

#### N°5 : Stockage des produits dangereux – Constat visite précédente

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 17/07/2008, article 8.4.4
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Stockage des produits dangereux
<b>Prescription contrôlée :</b> Lors de la visite, l'exploitant a précisé que le local de stockage faisait office de rétention pour les produits liquides dangereux qui y sont entreposés (notamment, les peintures). Par contre, il n'a pu préciser le volume de la rétention associée au local et la quantité de produits pouvant y être stockée.  L'exploitant précisera le volume de la rétention associée au local de stockage des produits liquides dangereux et la quantité de produits pouvant y être stockée (en prenant, notamment, en compte dans le calcul, l'encombrement du local).
<b>Constats :</b> Dans son courrier du 04 octobre 2021, l'exploitant annonçait que l'inventaire était en cours afin de déterminer les volumes.  Le jour de l'inspection, il a précisé ces volumes : <ul style="list-style-type: none"><li>- produits chimiques inflammables : 1980 L ;</li><li>- produits chimiques non inflammables : 275 L ;</li><li>- volume de la rétention associée au local de stockage : 1800 L.</li></ul> Il a été néanmoins constaté des égouttures sur le sol du local qui nécessitent d'être nettoyées.  → <b>L'exploitant procède au nettoyage du local de stockage des produits dangereux. De manière générale, il s'assure que celui-ci est maintenu dans un état de propreté convenable et que le volume utile dans les rétentions, individuelles ou non, est maintenu disponible en permanence.</b>
<b>Type de suites proposées :</b> Susceptible de suites
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet

#### N°6 : Garanties financières – Constat visite précédente

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 31/05/2012, article 6
<b>Thème(s) :</b> Situation administrative, Calcul des garanties financières
<b>Prescription contrôlée :</b> En application de l'article 6 de l'arrêté ministériel du 31 mai 2012, l'exploitant transmettra au préfet un état actualisé du montant de ses garanties financières.
<b>Constats :</b> Dans son courrier du 04 octobre 2021, l'exploitant transmet le calcul du montant des garanties financières actualisé. Ce montant s'élève à 73 150€.  Néanmoins, ce montant ne prend pas en compte les évolutions du site, et notamment les stockages de déchets radioactifs de faible activité (voir point de contrôle suivant) envisagés par l'exploitant.  → <b>En cas d'acceptation du plan de financement, l'exploitant transmettra le calcul du montant des garanties financières actualisé en prenant en compte les évolutions du site.</b>
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet

**N°7 : Situation administrative – Constat visite précédente**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 17/07/2008, article 1.2.1
<b>Thème(s) :</b> Situation administrative, Tableau de classement
<b>Prescription contrôlée :</b> Au vu des modifications apportées à la nomenclature des ICPE, l'exploitant transmettra au préfet un tableau actualisé des activités réalisées sur le site relevant de la nomenclature des ICPE. Le classement des installations sous les rubriques 2910, 2563 / 2564 et 1978 sera analysé.
<b>Constats :</b> Dans son plan d'actions transmis le 04 octobre 2021, l'exploitant indiquait être en réflexion pour actualiser le tableau de classement.  Le jour de l'inspection, le tableau de classement actualisé en date du 10 janvier 2022 a été consulté. Certaines grandeurs caractéristiques annoncées par l'exploitant ne correspondent pas à celles attendues permettant de justifier la soumission à un régime de classement au titre d'une rubrique (différence entre unités).  Par ailleurs, la proposition de tableau de classement annonce un classement au titre de la rubrique 4150-1, liée au stockage de plomb sur le site, ce qui amènerait d'un classement SEVESO Seuil Haut de l'établissement. L'inspection des installations classées considère cette analyse erronée. En effet, la rubrique 4150 concerne les produits dont la toxicité aiguë catégorie 1 spécifique pour certains organes (STOT) est avérée dès une unique exposition (SE).  Après consultation de la bibliographie, il s'avère que le plomb, d'autant plus sous forme solide, peut être considéré comme toxique aigu catégorie 1 pour certains organes (STOT) après une exposition répétée (RE).  Par conséquent, le stockage de plomb n'est pas classable au titre de la rubrique 4150.  Par ailleurs, l'exploitant a annoncé qu'une évolution du site était envisagée, notamment pour y réaliser le stockage et la gestion de déchets radioactifs de faible activité en plomb, susceptibles de relever des rubriques 1716, 1735 et 2797 de la nomenclature des ICPE. Ces activités, soumises à autorisation pour 2 d'entre elles dès le dépassement du seuil, devront faire l'objet d'une nouvelle autorisation environnementale.  → L'inspection des installations classées invite l'exploitant à se faire accompagner d'un bureau d'études afin de procéder à la mise à jour du tableau de classement, le cas échéant déposer un dossier de demande d'autorisation environnementale si le projet de gestion et stockage de déchets radioactifs de faible activité se poursuit.  → L'inspection des installations classées signifie à l'exploitant qu'il est important qu'il fasse connaître sa situation et sa volonté de gérer et stocker des déchets radioactifs de faible activité aux services de l'ASN (Autorité de Sûreté Nucléaire) dès qu'il aura connaissance de l'approbation de sa demande de financement.
<b>Type de suites proposées :</b> Susceptible de suites
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet



## N°8 : Eaux souterraines – Constat visite précédente

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 17/07/2008, article 2.1.1
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Conformité des piézomètres
<b>Prescription contrôlée :</b> Dans les derniers rapports de surveillance de la qualité des eaux souterraines, la société DEKRA recommande de procéder, suite à leur détérioration, à la réfection des têtes d'ouvrage des piézomètres Pz3 et Pz4 et à leur nivellement. Il précise que ceci pourrait avoir un impact sur la piézométrie locale. L'exploitant procédera aux travaux de réfection recommandés dans les derniers rapports de surveillance de la qualité des eaux souterraines.
<b>Constats :</b> Dans son courrier du 04 octobre 2021, l'exploitant a transmis le bon de commande n°200794 du 17 décembre 2020 passée à la société DEKRA pour réaliser la réfection et le nivellement des piézomètres qui le nécessitent.  Le jour de l'inspection, l'exploitant a annoncé que ces travaux ont été réalisés.  Le rapport DEKRA n°53909598 du 16 juin 2023 ne comporte plus de recommandation quant à la réfection et au nivellement de certains ouvrages.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet

## N°9 : Surveillance environnementale – Constat visite précédente

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 17/07/2008, article 5.1
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Surveillance environnementale des retombées
<b>Prescription contrôlée :</b> Une surveillance environnementale des retombées des rejets atmosphériques est réalisée annuellement par la mise en place de 9 points de prélèvement pendant une période d'un mois. Les rapports de contrôle présentés mettent en évidence des concentrations plus fortes au niveau des jauges situées à proximité de la cheminée, mais qui diminuent fortement avec la distance. L'exploitant s'assurera que les conditions de fonctionnement figurent de manière précise dans ces rapports. Il s'interrogera sur la mise en place d'un point de prélèvement témoin.
<b>Constats :</b> Le jour de l'inspection, le rapport APAVE n°23019817-1 du 07 avril 2023 portant sur la campagne de mesures des retombées atmosphériques réalisée du 07 février au 08 mars 2023 a été consulté.  Les conditions de fonctionnement du site sont correctement indiquées dans le rapport (19 jours de fonctionnement pour une durée totale de fonctionnement de 328 heures). L'indication relative à la quantité de plomb fondue et coulée sur la période est également présente (47 tonnes).  Le rapport fait apparaître un 10ème point de contrôle dont les résultats de mesures, très nettement inférieures aux résultats des autres jauges ( $< 0,27 \mu\text{g}/\text{m}^2/\text{j}$ ), laissent à penser qu'il s'agit d'une jauge témoin.  Néanmoins, à aucun endroit du rapport ce point n'est mentionné. Il n'est également pas positionné sur la carte permettant d'apprécier de la pertinence de son positionnement, notamment de l'absence d'influence du site sur celui-ci.  → L'exploitant se rapproche de la société réalisant la surveillance environnementale afin que les caractéristiques de la jauge témoin soient intégrées au rapport.
<b>Type de suites proposées :</b> Susceptible de suites
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet

N°10 : Produits dangereux – Constat visite précédente

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 17/07/2008, article 8.2.1
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Identification des produits dangereux
<b>Prescription contrôlée :</b> Lors de la visite, il a été constaté l'absence d'identification (ou l'identification incorrecte) de plusieurs fûts stockés en extérieur. L'exploitant s'assurera de l'identification correcte de l'ensemble des fûts stockés sur le site.
<b>Constats :</b> Dans son courrier du 04 octobre 2021, l'exploitant annonçait que l'identification de l'ensemble des fûts était réalisée.  Le jour de l'inspection, il n'a pas été constaté d'absence d'étiquetage sur des produits chimiques ou des produits susceptibles de générer une pollution.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet

N°11 : Rejets atmosphériques – Constat visite précédente

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 17/07/2008, article 3.3
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Caractérisation des polluants
<b>Prescription contrôlée :</b> Au vu de la composition des matières premières entrantes et des modalités de chauffage des bains (au gaz), l'exploitant s'interrogera sur les principaux polluants émis et leur surveillance (notamment les oxydes d'azote).
<b>Constats :</b> Le jour de l'inspection, l'exploitant a indiqué que les oxydes d'azote (NOx) ont été intégrés dans les paramètres de la surveillance des rejets atmosphériques à partir de cette année.  L'organisme de contrôle à réaliser les mesures le 10 juillet 2023 et l'exploitant était encore en attente du rapport.  → L'exploitant transmet le rapport de contrôle des rejets atmosphériques dès réception de celui-ci.
<b>Type de suites proposées :</b> Susceptible de suites
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet

N°12 : Captation et canalisation des émissions

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 02/02/1998, article 4
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Canalisation des émissions atmosphériques
<b>Prescription contrôlée :</b> Les poussières, gaz polluants ou odeurs, sont, dans la mesure du possible, captés à la source et canalisés.
<b>Constats :</b> Le jour de l'inspection, l'exploitant a indiqué que l'ensemble des sources susceptibles d'être à l'origine d'émissions (zone de fusion, ébarbage et cabine de peintures) sont captées et canalisées vers les trois points du rejet du site (1 pour la fusion et l'ébarbage et 2 pour la cabine de peintures).
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet

**N°13 : Point de rejet atmosphérique**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 17/07/2008, article 3.2.2.2
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Caractéristiques du point de rejet
<b>Prescription contrôlée :</b> Le débit d'extraction du conduit est de 34000 Nm <sup>3</sup> /h. La hauteur minimale du conduit d'évacuation des effluents gazeux est de 12,5 m, calculée suivant le mode de calcul défini dans l'arrêté ministériel du 02 février 1998. La vitesse minimale d'éjection de ces effluents est de 8m/s.
<b>Constats :</b> Le jour de l'inspection, le rapport APAVE n°220166013-1 du 13 avril 2022 relatif au contrôle des rejets atmosphériques des zones fusion de plomb et ébarbage a été consulté. Le débit d'extraction et la vitesse d'éjection sont, respectivement, de 35314 Nm <sup>3</sup> /h et 13.5 m/s, valeurs conformes à la réglementation.  Concernant les polluants analysés, à savoir le plomb et les poussières, les valeurs sont également conformes à la réglementation : - Plomb : 0.32 µg/m <sup>3</sup> pour un flux de 0.01 g/h ; - Poussières : 90 µg/m <sup>3</sup> , pour un flux de 3.2 g/h.  Néanmoins, la hauteur de la cheminée n'est pas indiquée.  → <b>L'exploitant se rapproche de l'organisme de contrôle afin de faire apparaître dans le rapport la hauteur de la cheminée.</b>  Par ailleurs, le rapport de contrôle des émissions atmosphériques de la cabine de peintures n'a pas pu être consulté.  → <b>L'exploitant transmet le dernier rapport de contrôle des émissions atmosphériques de la cabine de peintures ainsi que le rapport 2023 de contrôle des émissions des zones fusion de plomb et ébarbage, dès réception.</b>
<b>Type de suites proposées :</b> Susceptible de suites
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet

#### N°14 : Surveillance des indisponibilités

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 02/02/1998, article 19
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Indisponibilité des équipements
<b>Prescription contrôlée :</b> Si une indisponibilité est susceptible de conduire à un dépassement des valeurs limites imposées, l'exploitant prend les dispositions nécessaires pour réduire la pollution émise en réduisant ou arrêtant si besoin les fabrications/opérations à l'origine des effluents arrivant à l'installation de traitement concernée.
<b>Constats :</b> L'inspection des installations classées a été mise au courant par l'exploitant, le 13 mars 2023, qu'un incendie était survenu sur le site le 10 mars 2023. Cet incendie est survenu suite à un feu couvant dans le système de filtration des zones fonderie de plomb et ébarbage qui s'est propagé aux combustibles dans le système de filtration, à savoir les filtres, le rendant inopérant.  Suite à cet accident, le système de filtration n'a pas pu être utilisé pendant environ 2 mois, du 10 mars à début mai. L'exploitant a, par conséquent, décidé d'arrêter l'activité d'ébarbage (représentant 4/5ème des émissions atmosphériques) pendant toute la durée d'indisponibilité du système de filtration.  En complément, l'ensemble des salariés a été équipé de masque FFP3, équipement à mettre dès l'entrée dans l'atelier.  Le nouveau système de filtration installé comprend un système coupe-feu et les filtres sont prévus pour résister à une température de 250 °C. Leur remplacement est réalisé tous les 4 à 6 ans.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet

#### N°15 : Agrément du laboratoire

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 11/03/2010, Annexe I
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Agrément du laboratoire
<b>Prescription contrôlée :</b> Agréments 6a et 6b : prélèvement (6a) et analyse (6b) de métaux lourds autres que le mercure (arsenic, cadmium, chrome, cobalt, cuivre, manganèse, nickel, plomb, antimoine, thallium, vanadium).
<b>Constats :</b> Le rapport de contrôle APAVE visé précédemment au point de contrôle n°13 a été analysé.  L'organisme ayant réalisé le prélèvement est la société APAVE EXPLOITATION FRANCE - Agence de Saint-Herblain, pour lequel elle est agréée jusqu'au 31 décembre 2025.  L'organisme ayant réalisé l'analyse est la société TERA Contrôle, basée à Châteauneuf-les-Martigues, pour laquelle elle est agréée jusqu'au 31 décembre 2024.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet